

Assemblée générale

Vingt-sixième session
Riyad (Arabie saoudite)

7-11 novembre 2025

Point 6 b) de l'ordre du jour**Suspension de la qualité de Membre conformément à l'article 34 des Statuts et demandes d'exemption temporaire de l'application du paragraphe 13 des Règles de financement**

ONU Tourisme agit pour l'environnement. Tous les documents de l'Assemblée générale sont consultables sur le site Web d'ONU Tourisme à l'adresse <https://www.untourism.int/fr> ou en utilisant le code QR sur cette page.

A/26/6(b) rev.1
Madrid, 22 octobre 2025
Original : anglais

**Résumé**

Conformément à l'article 8.3 du Règlement financier, le Secrétaire général transmet à l'Assemblée générale des informations à jour sur les Membres visés par les dispositions de l'article 34 des Statuts et/ou du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts, dont le texte est reproduit à l'**annexe I**. Il remercie les Membres ayant fait les efforts nécessaires pour s'acquitter de leurs obligations financières et rappelle aux Membres l'importance de régler leurs contributions dans le délai stipulé à cet effet, de façon à éviter des retards susceptibles d'entraver l'exécution du programme de travail de l'Organisation.

PROJET DE RÉSOLUTION¹

Point 6 b) de l'ordre du jour

Suspension de la qualité de Membre conformément à l'article 34 des Statuts et demandes d'exemption temporaire de l'application du paragraphe 13 des Règles de financement [document A/26/6(b) rev.1]

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport présenté dans le document A/26/6(b) rev.1 transmis par le Secrétaire général fournissant des informations à jour sur les Membres visés par les dispositions de l'article 34 des Statuts et/ou du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts,

1. *Décide* de continuer d'appliquer la mesure de suspension des droits et des privilèges prévue à l'article 34 des Statuts en vertu de la résolution A/RES/217(VII) paragraphe 1 a) et b) et/ou au paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts aux Membres énumérés à l'**annexe II.A**, s'ils ne sont pas parvenus à un accord avec le Secrétaire général sur un plan de paiement de leurs arriérés ;
2. *Décide*, étant donné leur respect des plans de paiement convenus au cours de la période considérée dans ce document, de renouveler l'exemption temporaire des dispositions du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts et/ou de l'article 34 des Statuts aux Membres effectifs Cambodge, Iraq, Kirghizistan, Malawi, République démocratique populaire lao, Turkménistan et Uruguay ;
3. *Ratifie* les plans de paiement et accorde l'exemption temporaire des dispositions du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts et de l'article 34 des Statuts aux Membres effectifs Sierra Leone et République arabe syrienne, comme appuyé par le Conseil exécutif à ses cent vingt-deuxième et cent vingt et unième sessions, respectivement ;
4. *Prend note* de la communication officielle du Membre effectif Libéria, expliquant les circonstances indépendantes de sa volonté qui ont empêché le pays d'honorer ses obligations financières envers l'Organisation, et sait gré au Libéria d'être disposé à régler ses arriérés au moyen d'un plan de paiement approprié ;
5. *Accorde* au Libéria une exemption temporaire des dispositions du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts et de l'article 34 des Statuts, conformément à la résolution A/RES/162(VI) de l'Assemblée générale, étant entendu que ces dispositions seront réappliquées au Libéria s'il ne présente pas de plan de paiement aux fins du règlement de ses arriérés d'ici le 31 mars 2026 ;
6. *Décide également* de maintenir l'exemption temporaire des dispositions du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts pour les Membres effectifs Gambie, Ouganda et Venezuela, ainsi que pour le Membre affilié Adventure Travel and Trade Association (ATTA), étant entendu que ces dispositions seront réappliquées à ces Membres s'ils ne sont pas à jour de leurs plans de paiement d'ici le 1^{er} avril 2026 ;
7. *Note avec satisfaction* qu'Antigua-et-Barbuda, la Barbade, le Burkina Faso, la Guinée équatoriale, la Libye et le Pakistan ne sont plus sous le coup des dispositions du paragraphe 13 des Règles de financement et/ou de l'article 34 des Statuts, étant donné qu'ils ont réduit en partie ou en totalité leurs arriérés de contributions ;

¹ Ceci est un projet de résolution. Pour la résolution finale adoptée par l'Assemblée, voir le document des résolutions publié à la fin de la session.

8. *Établit* les conditions suivantes pour les Membres demandant l'exemption temporaire des dispositions du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts et proposant des plans de paiement pour régler leurs arriérés par versements échelonnés :
i) régler la contribution de l'année en cours avant la session de l'Assemblée générale qui examine leur cas, et ii) respecter strictement le plan convenu pour le règlement des arriérés ; et
9. *Demande* au Secrétaire général de faire rapport aux organes directeurs sur l'application de la présente résolution et sur le respect par les Membres des accords ayant été conclus afin de décider s'il y a lieu de maintenir l'exemption temporaire des dispositions du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts ou de leur appliquer de nouveau ces dispositions s'ils n'ont pas rempli leurs engagements.

I. Membres visés par les dispositions de l'article 34 des Statuts et/ou du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts

1. Au 30 septembre 2025, les dispositions de l'article 34 des Statuts et/ou du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts s'appliquent aux Membres énumérés dans le tableau à l'**annexe II.A** du document A/26/6(b) rev.1. Ces Membres ont été privés des privilèges inhérents à la qualité de Membre sous la forme de services et du droit de vote à l'Assemblée et au Conseil. Les dispositions de l'article 34 des Statuts et/ou du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts s'appliquent, à compter du 1^{er} janvier 2025, aux Membres effectifs Myanmar, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Togo, respectivement.
2. Le montant dû par les Membres visés par les dispositions de l'article 34 des Statuts depuis le 30 juin 2025 et/ou du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts figure dans le tableau à l'**annexe II.B** du présent document.
3. Les Membres effectifs auxquels les dispositions de l'article 34 des Statuts et du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts seront applicables en 2026 sont énumérés à l'**annexe III.A**. Les Membres affiliés auxquels les dispositions du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts seront applicables en 2026 figurent à l'**annexe III.B**, et les Membres qui continueront d'être visés par les dispositions de l'article 34 des Statuts et/ou du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts sont indiqués à l'**annexe III.C**, dans tous les cas s'ils n'ont pas convenu d'un plan de paiement avec le secrétariat aux fins du règlement de leurs arriérés.

II. Membres bénéficiant d'une exemption temporaire de l'application du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts

4. L'**annexe IV.1** montre le degré de respect des conditions fixées par l'Assemblée pour les Membres ayant des plans de paiement convenus aux fins du règlement des soldes en souffrance et bénéficiant d'une exemption temporaire de l'application des dispositions du paragraphe 13 qui leur a été accordée par l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session [Samarcande (Ouzbékistan), 16-20 octobre 2023].
5. À la demande des Membres cités dans ledit tableau, l'Assemblée générale, dans sa résolution A/RES/761(XXV) (extraits à l'**annexe IV.2**), leur a accordé une exemption temporaire de l'application des dispositions susmentionnées aux conditions suivantes : a) régler immédiatement la contribution de l'année en cours avant la session de l'Assemblée générale qui examine leur cas ; et b) respecter strictement le plan de paiement convenu pour le règlement des arriérés.
6. Le 6 octobre, le secrétariat d'ONU Tourisme a reçu une lettre officielle du Membre effectif Libéria l'informant des circonstances indépendantes de sa volonté qui l'ont empêché d'honorer ses obligations financières envers l'Organisation et sollicitant une exemption des dispositions du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts et de l'article 34 des Statuts. Ladite exemption est comme prévu par les paragraphes 1 et 2 de la résolution A/RES/162(VI) de l'Assemblée générale, à savoir que :
 - « 1) le Membre ait expliqué par écrit les raisons de son défaut de paiement et ait demandé par écrit d'être rétabli dans ses droits ;
 - 2) le Conseil ait constaté que les circonstances sont indépendantes de sa volonté »
7. Cette requête est soumise à la cent vingt-quatrième session du Conseil exécutif pour aval et à la présente session de l'Assemblée générale pour ratification.
8. Le secrétariat et le Membre effectif Libéria ont tenu de vastes consultations pour trouver un accord sur un plan de paiement sur 10 ans par versements échelonnés aux fins du règlement de ses arriérés d'ici le 31 mars 2026, à soumettre à la cent vingt-sixième session du Conseil exécutif pour aval et à la vingt-septième session de l'Assemblée générale pour ratification, sous réserve du strict respect des conditions dont il est assorti.

9. Toutes les communications reçues de la part de Membres après la date du présent document demandant l'exemption temporaire des dispositions du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts devront être soumises au Conseil exécutif puis à la présente session de l'Assemblée générale pour examen.

* * *

Annex I: Texts of Article 34 of the Statutes and paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes

Article 34 of the Statutes

1. Article 34 of the Statutes concerning the suspension of Members provides as follows:

"1. If any Member is found by the Assembly to persist in a policy that is contrary to the fundamental aim of the Organization as mentioned in Article 3 of these Statutes, the Assembly may, by a resolution adopted by a majority of two-thirds of Full Members present and voting, suspend such Member from exercising the rights and enjoying the privileges of membership.

"2. The suspension shall remain in force until a change of such policy is recognized by the Assembly."

2. At its seventh session the General Assembly adopted the following resolution A/RES/217(VII) concerning the application of these provisions:

A/RES/217(VII)

Suspension of Members in arrears in the payment of statutory contributions: Article 34 of the Statutes

"The General Assembly,

"Considering decision CE/DEC/2(XXX) by which the Executive Council recommended the Assembly to apply Article 34 of the Statutes and consequently to suspend the Members of the Organization whose contribution arrears are equal to or exceed the contributions owed by such Members for four financial years and who have not, within six months, agreed with the Secretary-General on a payment plan for reimbursing these arrears,

"Considering document A/7/10(j) prepared by the Secretary-General pursuant to the above Executive Council decision,

"Recognizing that Article 34 of the Statutes, which provides the sanction of suspension when a Member persists in a policy that is contrary to the fundamental aim of the Organization as mentioned in Article 3 of the Statutes, becomes applicable in the case of prolonged non-payment of obligatory contributions to the Organization's budget, such an attitude clearly constituting a policy contrary to the aims of WTO,

"1. Decides to apply henceforward the measure of suspension provided for in Article 34 of the Statutes:

- a) when a Member of the Organization has accumulated contribution arrears in respect of any four financial years, which need not be consecutive, partial payment of contributions not preventing the measure of suspension being applied, and;
- b) when the aforementioned Member has not agreed a payment plan for the contribution arrears with the Secretary-General within a period of one year from the date of the resolution by which the Assembly noted that the measure of suspension was applicable to the Member pursuant to Article 34 of the Statutes;

.....

3. Requests the Secretary-General to apply the present resolution and to inform each session of the Executive Council concerning its application"

Paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes

3. The provisions of paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes read as follows:

"13. A Member which is in arrears in the payment of its financial contributions to the Organization's expenditure shall be deprived of the privileges enjoyed by the Members in the form of services and the right to vote in the Assembly and the Council if the amount of its

arrears equals or exceeds the amount of the contributions due from it for the preceding two financial years. At the request of the Council, the Assembly may, however, permit such a Member to vote and to enjoy the services of the Organization if it is satisfied that the failure to pay is due to conditions beyond the control of the Members."

4. In this regard, at its sixth session the Assembly adopted the following resolution:

A/RES/162(VI)

"The General Assembly,

.....

"Confirms the following provisions;

"When a Full Member becomes subject to the provisions of paragraph 13 of the Financing Rules and Regulation 8(7) of the Financial Regulations, the Assembly may restore that Member's right to vote and to enjoy the services of the Organization, only on an exceptional basis, when:

"1. the Member has explained the reasons for its failure to pay in writing and has requested the restoration of its rights in writing;

"2. the Council finds that the circumstances are beyond the Member's control;

"3. the Council and the country concerned have agreed to the measures which should be taken in order to settle the arrears."

Annex II.A: Application of Article 34 of the Statutes and paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes at 30 September 2025

Statement of Members subject to provisions of Article 34 of the Statutes and/or Paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes

at 30 September 2025

Euros

Full Members	Para. 13	Art. 34	Years	Number of years	Arrear contributions
					EUR
<i>Total</i>					9,501,499.45
Afghanistan	X	X	81-87,89-08,10-12,14,19-24	36	845,467.91
Bolivia	X	X	83-87,89-98,19-22,24	20	575,129.57
Burundi	X	X	79-07,11-13, 15-22,24	41	902,614.78
Cameroon	X	X	20-24	5	169,592.00
Central African Republic	X	X	07-24	18	449,653.20
Chad	X	X	12-24	13	352,531.56
Djibouti	X	X	03-24	22	507,425.00
Ethiopia	X	X	17-18,20-24	7	225,015.00
Gabon	X	X	15-24	10	546,258.56
Guinea	X	X	00, 07-09,14-22,24	14	337,549.01
Guinea Bissau	X	X	92-96, 99-24	31	726,331.55
Liberia	X	X	12-24	13	352,538.00
Mauritania	X	X	84-05,16-19	26	586,891.64
Myanmar	X		23-24	2	85,754.00
Niger	X	X	84-87,90-07,10-11,14-17,19-	32	761,043.01
Papua New Guinea	X		23-24	2	69,344.00
Sao Tome et Principe	X	X	86-14,18-22,24	35	695,683.65
Somalia	X	X	18-24	7	195,968.00
Sudan	X	X	90-03,06-08,13-14,18-20,23-24	24	606,129.18
Togo	X		05-06,19,24	4	70,983.83
The Union of Comoros	X	X	18-24	6	134,496.00
Vanuatu	X	X	10-17, 20-24	13	305,100.00
					9,501,499.45

Annex II.B: Movements since 30 June 2005 of contributions due by Members subject to the provisions of Article 34 of the Statutes and/or paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes at 30 September 2025

Movements from previous statement of the amount due by Members subject to provisions of Article 34 of the Statutes and/or Paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes

at 30 September 2025

Euros

	30/06/2025	Increase	Decrease	30/09/2025
<i>Amount due</i>	9,663,225.95	-	161,727	9,501,499.45

Annex III:

- A. Full Members to which the provisions of Article 34 of the Statutes and/or Paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes will be applicable in 2026.**
- B. Affiliate Members to which the provisions of Paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes will be applicable in 2026.**
- C. Full and Associate Members that will continue to be subject to the provisions of Article 34 of the Statutes and/or Paragraph 13 of the Financing rules attached to the Statutes in 2026, in all cases if they have not agreed on a payment plan for the settlement of their arrears with the Secretariat.**

- A. Full Members to which the provisions of Article 34 of the Statutes and/or paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes will be applicable in 2026 if they have not agreed on a payment plan for the settlement of their arrears with the Secretariat:**

ARTICLE 34 OF THE STATUTES

1. TOGO

PARAGRAPH 13 OF THE FINANCING RULES ATTACHED TO THE STATUTES

1. ANTIGUA & BARBUDA
2. BANGLADESH
3. BELARUS
4. CÔTE D'IVOIRE
5. DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA
6. KUWAIT
7. NEPAL
8. NIGERIA

- B. Affiliate Members to which the provisions of paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes will be applicable in 2026:**

As the date of issuance of the present document, the Affiliate Members and Public-Private Collaboration Department is in the process of negotiating the settling of arrears of UN Tourism Affiliate Members under this category. The final list of Affiliate Members to which these provisions will be applied as of January 2026 will be made available by the Secretariat by year-end. In the meantime, an updated financial statement may be obtained upon written request to the Member Contributions Coordinator mmelgarejo@untourism.int and the Affiliate Members and Public-Private Collaboration Department at am@unwto.org

- C. Full and Associate Members that will continue to be subject to the provisions of Article 34 of the Statutes and/or paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes in 2026 if they have not agreed on a payment plan for the settlement of their arrears with the Secretariat or reduced them to less than two years:**

FULL MEMBERS

1. AFGHANISTAN
2. BOLIVIA
3. BURUNDI
4. CAMEROON
5. CENTRAL AFRICAN REPUBLIC
6. DJIBOUTI
7. ETHIOPIA
8. GABON
9. GUINEA
10. GUINEA BISSAU
11. LIBERIA
12. MAURITANIA
13. NIGER

14. SAO TOME ET PRINCIPE
15. SOMALIA
16. SUDAN
17. CHAD
18. THE UNION OF COMOROS
19. VANUATU

ASSOCIATE MEMBERS

1. ARUBA

Annex IV.1: Members granted temporary exemption from the application of paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes (resolution A/RES/761(XXV))

**Members granted temporary exemption from the application of Paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes
Compliance with the conditions laid down by the 25th General Assembly (A/RES/761(XXV))
at 30 September 2025**

	Arrears payment plan approval and details				Strict fulfilment of the agreed payment plan		
	GA/EC approval		Details		Payment made		
	Year	Payment made	Start from	Number of years	Year	Contribution for the year	Annual arrears
Full Member							
Cambodia	2006	Yes	2006	30	2006-2025	Yes	Yes
Gambia, Republic of the	2015	Yes	2016	15	2016-2024 2025	Yes No	Yes No
Iraq	2010	Yes	2014	25	2014-2025	Yes	Yes
Kyrgyzstan	2017	Yes	2016	21	2017-2025	Yes	Yes
Lao People's Dem. Republic	2005	Yes	2005	26	2005-2025	Yes	Yes
Malawi	2023	No	2024	20	2024-2025	Yes	Yes
Turkmenistan	2023	No	2024	10	2024-2025	Yes	Yes
Uganda	2022	Yes	2022	20	2022-2024 2025	Yes Yes	Yes Part
Uruguay	2017	Yes	2017	13	2007-2025	Yes	Yes
Venezuela	2023	Yes	2023	10	2023 2024 2025	Yes Yes No	Yes Part No

Annex IV.2: Excerpts of resolution A/RES/761(XXV)

The General Assembly,

Having examined the report in document A/25/7(b) transmitted by the Secretary-General containing updated information on the Members falling under the above-mentioned provisions,

(...)

2. *Decides*, in view of their compliance with the agreed payment plans during the period of reference of this document, to renew the temporary exemption from the provisions of Paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes and/or Article 34 of the Statutes to the Full Members Cambodia, Gambia, Lao People's Democratic Republic and Uruguay;
3. Ratifies and grants temporary exemption from the provisions of Paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes and Article 34 of the Statutes to the Full Members Iraq, Kyrgyzstan and Uganda as endorsed by the Executive Council at its 116th, 117th and 118th sessions, respectively, as well as to the Affiliate Members Adventure Travel and Trade Association (ATTA) whose payment plans were endorsed by the 116th and 118th sessions of the Executive Council, respectively;
4. *Further approves* the payment plans submitted by the Full Members Malawi, Turkmenistan and Venezuela as well as to the Affiliate Member Pardis Iranian Mana Seir International Tourism Institute submitted to the present session of the General Assembly;
5. *Also decides* to maintain the temporary exemption to the Full Members Sierra Leone and Sudan, as well as to the Affiliate Member Instituto Medio de Gestao Hotelaria e Turismo Francisco do Santos (IMGHT-FS), albeit making it clear that these provisions will be reapplied to these Members if they are not up to date with their payment plans by 1 April 2024;
6. *Notes with satisfaction* that Burkina Faso, Congo, Islamic Republic of Iran, Madagascar, Palau, and Yemen are no longer subject to the provisions of paragraph 13 of the Financing Rules and/or Article 34 of the Statutes, since they have reduced their contribution arrears partially or in full;
7. *Establishes* the following conditions for the Members requesting temporary exemption from the provisions of Paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes and which propose payment plans to settle their arrears in instalments: (i) to discharge the contribution corresponding to the present year before the General Assembly session at which their case is reviewed, and (ii) strict observance of the plan agreed for the settlement of arrears;

Having regard to Libya's and Syrian Arab Republic's special circumstances,

8. *Notes with appreciation* their communications regarding their willingness to meet their financial obligations to the Organization and renews the temporary exemption from the provisions of Paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes, making it clear that these provisions will be reapplied to these Members if they have not settled their contributions or submitted a payment plan for the settlement of their arrears by 1 April 2024; and
9. *Requests* the Secretary-General to report to the Governing Bodies about the application of this resolution and the Members' compliance with the agreements made with a view, as the case may be, to maintaining the temporary exemption from the provisions of Paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes or reapplying those provisions to them if they have not fulfilled their commitments.